

Le Choix de la Défaite **Les élites françaises dans les années 1930** **par Annie Lacroix-Riz**

Auteur : Annie Lacroix-Riz
Nombres de pages : 740 pages
Prix : 40 euros
En librairie : Avril 2006

Le Livre :

Quelles sont les causes de la défaite française de 1940 ? Comment comprendre l'engagement des banquiers et industriels dans la « collaboration économique » avec les Allemands entre la défaite et la libération de Paris sans s'interroger sur la phase précédente ? Les classes dirigeantes françaises ont-elles planifié dans la décennie 1930, comme leurs homologues belges guidées par la Banque nationale de Belgique, l'occupation prochaine de leur pays par l'Allemagne de Hitler ?

À la lumière d'archives françaises et étrangères, pour la plupart jamais encore dépouillées, Annie Lacroix-Riz revient sur les origines de Vichy. Un essai très engagé, qui bouleverse notre connaissance de cette période de l'histoire de France et au-delà, des relations internationales. Cet ouvrage défend la thèse que les hommes de Vichy ont préparé leur arrivée au pouvoir et que la transformation des institutions, rendue nécessaire par la crise, passait par la défaite française. L'ouvrage montre ainsi, dans une approche nouvelle, que les causes de l'Occupation sont avant tout intérieures. Il aborde la question de la nature des actions menées de 1933 à 1939 en faveur de l'axe Rome-Berlin. Surtout, il met en exergue le caractère déterminant de l'économie dans le fonctionnement de la société française des années 30. Jusque-là, les uns et les autres avaient invoqué, selon l'auteur, tous les motifs possibles pour expliquer l'effondrement du pays. On a parlé de l'incapacité du système politique français, de l'incurie de l'État-major, de la naïveté ou encore des carences des services de renseignements. Bien que maint observateur, surtout étranger, ait frôlé, voire atteint l'hypothèse que les plans intérieurs d'une poignée de Français, et leur capacité à les imposer à leurs concitoyens désorientés, expliquaient la catastrophe militaire qui a privé la France du statut de grande puissance. L'accès aux sources, accru depuis 1999 par la levée de la limite des « soixante ans » pour la période de l'entre-deux-guerres, interdit de borner l'enquête aux mois précédant la défaite. Établir le rôle des élites en mai-juin 1940 suppose la connaissance de leur stratégie dans la décennie de crise antérieure. Au premier rang de ces décideurs, ceux que Marc Bloch a appelés dans les années 40 les « hommes d'affaires ».

Avec cet ouvrage, sera permise « l'instruction du procès de la vaste entreprise de trahison » que réclamait alors ce grand historien.

Contacts presse :

Laurent Payet – LP Conseils – 01 45 62 31 20 – payetlaurent@wanadoo.fr
Armand Colin / Serice Presse – 01 44 39 51 33 – dsepresse@armand-colin.fr

Entretien avec l'auteur :

Armand Colin : En quoi les années 30 en France expliquent-elle la défaite de 1940 ?

Annie Lacroix-Riz : Elles l'expliquent en ce sens qu'elles en font une décision intérieure, qui a été prise par les dirigeants de la France, avec une hiérarchie entre les véritables décideurs et les autres. L'originalité de mon travail a consisté bien sûr à aller voir les fonds, mais surtout à croiser les archives intérieures et extérieures. Il sera impossible après mon livre de dire que la synarchie - ce groupe de dirigeants économiques qui a pris les décisions essentielles - n'existait pas, que la Cagoule s'est effondrée en 1937 ou que les dirigeants de Vichy se sont rencontrés par hasard. Les archives démontrent le contraire, elles sont formelles.

Quel rôle ont joué les élites économiques et le patronat français ?

Les principaux dirigeants de la France étaient les acteurs économiques et financiers : d'une part des banquiers représentés au plus haut niveau de la Banque de France, d'autre par le Comité des Forges et celui des Houillères. Ce sont ces hommes-là qui prenaient les décisions essentielles et pas uniquement sous Vichy. Il n'est pas une décision de politique intérieure ou extérieure qui n'était prise sous leur dictée. À la seule lecture des archives du Conseil général de la Banque de France, c'est une démonstration limpide. Elles démontrent que les thèmes, considérés nouveaux, sur l'économie qui régit le politique, ne sont pas une innovation. Ce qui retourne la thèse des historiens français selon lesquels les entreprises suivaient les décisions des ministres. J'affirme l'inverse. Par la Confédération générale de la production française, le patronat représentait sur le plan national les forces motrices.

Peut-on parler de fascisme français dans les années 30 ?

Absolument. Sur ce plan, je suis dans la lignée de l'historien américain Robert Soucy qui a écrit entre les années 80 et 90. Je fais la même analyse que lui mais en allant plus loin, avec de nouvelles archives. Ma problématique est que la vigueur de la crise et les problèmes créés ont amené la droite française ou les classes privilégiées à effacer les distinctions entre modérés et radicaux. Non seulement il y a eu un fascisme français, mais les hommes politiques ou ministres considérés modérés ne l'étaient pas forcément. Toutes les frontières se sont en effet évanouies à la fin des années 30.

Contacts presse :

Laurent Payet – LP Conseils - 01 45 62 31 20 – payetlaurent@wanadoo.fr

Armand Colin / Serice Presse – 01 44 39 51 33 – dsepresse@armand-colin.fr